

L'Afrique du Sud à la table des négociations, qui l'eût cru il y a un an ? Maurice Cukierman, auteur d'Afrique du Sud cap sur la liberté —, spécialiste de l'Afrique australe, livre son analyse de la situation.

MAINTENIR LA PRESSION

Faut-il y croire? Ce n'est pas la première fois que Botha et son équipe prennent des engagements qu'ils ne tiennent pas.

Chacun sait que l'Afrique du Sud a toujours refusé de reconnaître le droit à l'indépendance du peuple namibien, ce qui a conduit celui-ci (sous la direction de la SWAPO) à se soulever. Nul n'ignore non plus que dès avant l'indépendance de l'Angola, les racistes qui avaient aidé les colonialistes portugais ont tout tenté pour mettre en place à Luanda un gouvernement à leur botte. Impuissant devant l'audience du MPLA, l'Afrique du Sud a recouru à l'intervention militaire directe. Mal lui en prit puisque les Angolais, puissamment aidés par un contingent internationaliste cubain, battirent à plate couture l'armée des racistes.

Pretoria, sous la houlette de Botha et de l'armée, utilisa une



25 juin : Négociations entre les dirigeants sud-africains, angolais, américains et cubains au Caire.

stratégie comportant trois volets :

— développement de la guerre en Namibie avec l'engagement de 100 000 hommes et préparation d'une alternative néo-colonialiste dans le pays (gouvernement intérimaire, constitution d'une armée fan-

toche...)
— déstabilisation de l'Angola par le terrorisme en utilisant l'Unita et Savimbi.

— agression permanente directe des forces armées et de l'aviation sud-africaine qui s'est traduite par l'occupation quasi-permanente d'une partie

de la région du Cunene (frontière avec le Namibie) depuis juillet 81 jusqu'au début septembre dernier. Or, dès le début de 88, il s'avère que cette stratégie est un échec total. En Namibie, l'alternative néo-coloniale n'a aucune consistance. Les fantoches regroupés

de l'Organisation des Nations unies.

4. *Constante avec satisfaction que la SWAPO est disposée à coopérer à la mise en application du rapport du secrétaire général, et notamment qu'elle est prête à signer et à respecter les dispositions relatives au cessez-le-feu, comme l'a exprimé son président dans sa lettre datée du 8 septembre 1978 (S/12841).*

5. *Demande à l'Afrique du Sud de coopérer immédiatement avec le secrétaire général à l'application de la présente résolution.*

CONFERENCE DE PRESSE

Le 28 septembre dernier, le MRAP organisait dans ses locaux une conférence de presse sur la situation en Afrique australe, avec la situation nouvelle créée par les conversations en cours sur l'indépendance de la Namibie, le désengagement sud-africain d'Angola et le dixième anniversaire de la résolution 435 de l'ONU sur la Namibie.

Eddy Amkongo représentant de la SWAPO en France, a notamment réaffirmé la volonté de son mouvement de participer aux élections prévues sous contrôle de l'ONU. « Les sondages des observateurs

nous accordent de 75 à 80 % des suffrages, a-t-il déclaré. Même les Sud-africains le savent. » A la question d'une coopération possible avec la France, après l'indépendance, Eddy Amkongo s'est montré net : « La France est déjà impliquée, négativement, en Namibie. Mais même si un gouvernement SWAPO ne respectera pas les accords conclus par la France avec l'Afrique du Sud, nous croyons que la Namibie indépendante, gouvernée par la SWAPO, pourrait coopérer avec la France, sur l'uranium ou dans d'autres domaines. »

ONU : LA RÉSOLUTION 435 SUR LA NAMIBIE

C'est sur la base de ce texte, voté le 29 septembre 1978 que, pour la première fois, l'Afrique du Sud a accepté de discuter, pour application. Il nous a semblé utile d'en publier l'essentiel.

... Réaffirmant la responsabilité juridique des organisations internationales à l'égard de la Namibie, [l'ONU].

1. *Approuve le rapport du secrétaire général (S/12827) pour l'application de la proposition de règlement de la situation namibienne (S/12636), ainsi que sa déclaration explicative (S/12869).*

2. *Réaffirme que son objectif est le retrait de l'administration illégale de l'Afrique du Sud en Namibie et le transfert du pouvoir au peuple de la Namibie avec l'assistance de l'Organisation des Nations unies conformément à la résolution 385 (1976).*

3. *Décide de créer sous son autorité, pour une durée pouvant aller jusqu'à 12 mois, un groupe d'assistance des Nations unies pour la période de transition (GANUPT), conformément au rapport susmentionné du secrétaire général, aux fins d'aider son représentant spécial à exécuter le mandat qui lui a été confié au paragraphe 1 de la résolution 431 (1978) du Conseil de sécurité, à savoir assurer dans un proche avenir l'indépendance de la Namibie au moyen d'élections libres sous la supervision et le contrôle*

en factions rivales s'entredéchirent. Malgré la répression, la SWAPO, développe ses activités politiques et militaires; les pertes sud-africaines sont de plus en plus élevées et la population s'assimile toujours plus à la SWAPO dont l'audience augmente même chez les Blancs namibiens.

En Angola, la situation n'est pas brillante non plus. Certes, l'Angola reçoit des coups très durs. Les pertes angolaises sont considérables : des morts et des blessés en grand nombre, des milliers d'estropiés par les mines-pièges de l'Unita et le SADF (South African Defence Force)... Mais pour quel résultat? L'Unita est unanimement condamnée en Afrique (même si Mobutu, Hassan II, Bongo et Houphouët-Boigny la soutiennent en sous-main). Par trois fois, l'armée sud-africaine a été obligée d'intervenir directement à ses côtés pour qu'elle ne soit pas balayée par les FALP angolaises.

En septembre 87, l'armée et l'aviation sud-africaines intervinrent massivement stoppant une offensive angolaise.

Les pertes sud-africaines furent lourdes, des mutineries éclatèrent dans les bataillons de supplétifs namibiens. C'est dans ce contexte que s'ouvrirent les premières négociations. La situation politique était changée.

Le régime d'apartheid en difficulté

Car les soucis de Botha et des milieux dirigeants racistes ne sont pas que militaires. L'Afrique du Sud traverse une crise économique profonde. Les populations noires, même si les événements sont moins spectaculaires, et malgré l'état de siège depuis trois ans, n'ont rien perdu de leur combativité. La lutte armée de l'ANC malgré de grosses difficultés s'est maintenue à son niveau antérieur.

En même temps, la guerre menée en Angola et en Namibie, la crise de l'apartheid érodent gravement la base sociale du pouvoir. D'un côté la politique "réformatrice" de l'apartheid est rejetée par les secteurs qui jusqu'à présent étaient les piliers du Parti national. De l'au-

tre côté, l'opposition blanche à l'apartheid sous toutes ses formes s'élargit : les rencontres entre responsables économiques, politiques, sportifs et l'ANC se multiplient. Le mouvement contre le service militaire obligatoire est particulièrement fort : en 1987, au Transvaal, 25 % des conscrits ne se sont pas présentés. En août dernier, 123 jeunes ont défié les tribunaux, préférant de lourdes peines de prison à l'armée. La marge de manœuvre est donc étroite pour le régime.

Botha et le pouvoir militaire n'ont plus de temps à perdre : pour réussir, il faut reconquérir la confiance des Etats-Unis, éloigner le spectre des sanctions, faire croire à une couche restreinte de la population noire (les collaborateurs et ceux qui sont susceptibles de le devenir) que les réformes vont changer quelque chose à la situation des Noirs, faire face aux difficultés économiques, stopper l'érosion de la base sociale du pouvoir, se forger une image de bonne volonté.

La paix en Angola, l'indépendance de la Namibie sont devenues les moyens de parvenir à ces objectifs.

La Namibie indépendante en 89 ?

Si la paix revient, au moins relative car la paix ne peut exister tant que dure l'apartheid, c'est que le pouvoir raciste est en difficulté. C'est en partant de cela qu'il faut analyser les accords actuels.

Ils prévoient l'évacuation des troupes de Pretoria du Sud de l'Angola et c'est désormais chose faite. L'Afrique du Sud s'est engagée à mettre en œuvre, dès ce premier novembre, la résolution 435 de l'ONU. Perez de Cuellar a déjà rencontré Botha et une délégation onusienne doit se rendre en Namibie pour superviser la préparation des élections générales prévues pour le 1^{er} juin prochain.

La SWAPO qui soutient sans réserve le processus en cours (tout comme l'ANC sud-africain, il faut le souligner) se prépare donc à cette bataille, électorale cette fois-ci si tout va bien. Pour faciliter les négociations et la mise en œu-

vre des engagements pris ordre a été donné aux guérilleros de la SWAPO de ne plus lancer d'attaque jusqu'à nouvel ordre.

La SWAPO réclame des négociations directes avec l'Afrique du Sud pour parvenir à un cessez-le-feu. Mais les Sud-africains tentent de gagner du temps en exigeant pour que les élections puissent se tenir en juin en Namibie que les forces internationaliste cubaines se retirent... d'Angola avec un délai d'un an au 1^{er} novembre. L'Angola et Cuba, d'accord dès 1975 pour qu'il n'y ait pas de militaires cubains dès lors que la sécurité angolaise est assurée, proposent un calendrier plus long (de deux à trois ans). Pourquoi? Parce qu'il s'agit d'abord d'une affaire interne qui ne regarde que l'Angola et Cuba. Ensuite parce que les Sud-Africains ne peuvent être cru sur parole comme l'expérience du passé le montre. Enfin, parce que des problèmes restent en suspens : les Sud-Africains continuent de soutenir l'Unita et de le proclamer haut et fort, comme les USA.

Quel avenir ?

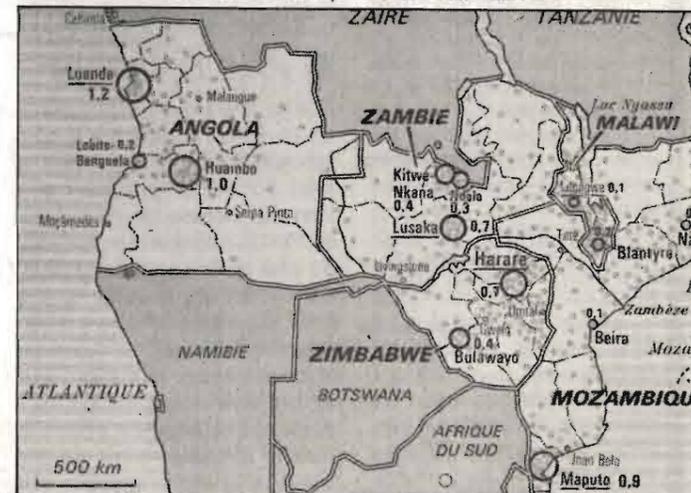
Il est donc évident que l'optimisme doit être raisonné. La situation n'est pas irréversible, loin de là, et des volte-faces sont toujours possibles. Cependant, pour la première fois depuis 1980, après l'indépendance du Zimbabwe, un réel espoir se fait jour de voir une évolution positive dans la région, marquant un nouveau recul des forces coloniales,

néocoloniales et racistes. La détermination de l'Angola et de Cuba est une garantie du respect des accords. Et d'ailleurs, tout en pratiquant une large politique de réconciliation nationale, les autorités angolaises viennent d'infliger des pertes sévères à l'Unita. C'est la confirmation que sans l'Afrique du Sud, il n'y a pas de problèmes de l'Unita en Angola.

On voit mal d'autre part les USA se dédire complètement. De surcroît, Botha on l'a vu, mais les élections bidons du 26 octobre en Afrique du Sud risquent fort de le confirmer par un boycott massif, n'est pas dans les meilleures conditions pour rompre ouvertement le processus. Il cherchera à gagner du temps.

Il tient cependant à l'opinion publique internationale d'agir pour que l'on parvienne rapidement à une solution pacifique dans la région, en affaiblissant encore plus l'apartheid. Il faut intensifier la lutte pour la mise en place de sanctions globales et obligatoires prévues par l'article 7 de la Charte de l'ONU contre l'apartheid, qui permet de mettre en échec toute tentative de récupération par l'apartheid des concessions qu'il est obligé de faire pour survivre. Alors, comme on a coutume de le dire, "le combat cessera faute de combattant".

En tout état de cause, une fois la Namibie libre, ce combat sera plus facile pour que le peuple sud-africain voit la fin de son calvaire. □



La Namibie, 824 000 km² n'a qu'un million et demi d'habitants. L'Afrique du Sud y entretient trente mille hommes et met au pillage les ressources naturelles minières du pays (uranium en particulier).